

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Bilie-By-Nze : sept mois pour

LES enjeux sont si importants que c'est sur le terrain que le chef du gouvernement est désormais attendu. Unique politique de ce rang dans l'histoire du pays à n'avoir pas d'état de grâce, il a jusqu'en août prochain pour transformer en actes nombre de ses promesses afin de convaincre les Gabonais sur l'efficacité de son action.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

COMME il n'aura échappé à personne, encore moins à lui-même, le chef du gouvernement a sept (7) mois pour convaincre de l'efficacité de sa politique. C'est un secret de polichinelle. C'est parce qu'il sait qu'il n'a pas le temps pour lui, qu'il a décidé d'accélérer la cadence et s'est comparé à un athlète restant concentré sur sa ligne d'arrivée. Pour autant, y parviendra-t-il ? La montagne qui se dresse devant cet homme aux nombreux défis peut paraître difficile, mais pas insurmontable. Tant le choix fait sur sa personne traduit la confiance placée en lui. "Après les obsèques du ministre des Affaires étrangères, Michael Moussa Adamo, nous allons nous mettre au travail", a-t-il d'ailleurs déclaré lors de sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale. Une course d'athlétisme qui devra tenir sur deux axes : la prise en compte des attentes sociales des populations et la poursuite des réformes économiques pour garder la dynamique impulsée par ses prédécesseurs.

En matière d'infrastructures, il sera question de réfection et d'extension du réseau routier, des hôpitaux, nouvelles salles de classe. "Tel un athlète, le gouvernement aura les yeux fixés sur la ligne d'arrivée", a-t-il indiqué. L'objectif final est de transformer en actes la plupart de promesses. Notamment les nombreux retours sur le terrain qu'il avait déjà sillonné alors qu'il était encore vice-Premier ministre. Le pic desdits retours étant la dégradation du tissu social, à travers le coût élevé de la vie sur l'ensemble du territoire national.

Dans la foulée, l'organisation des assises sur la vie chère semble être la première réponse aux préoccupations des populations. "La hausse des prix des denrées

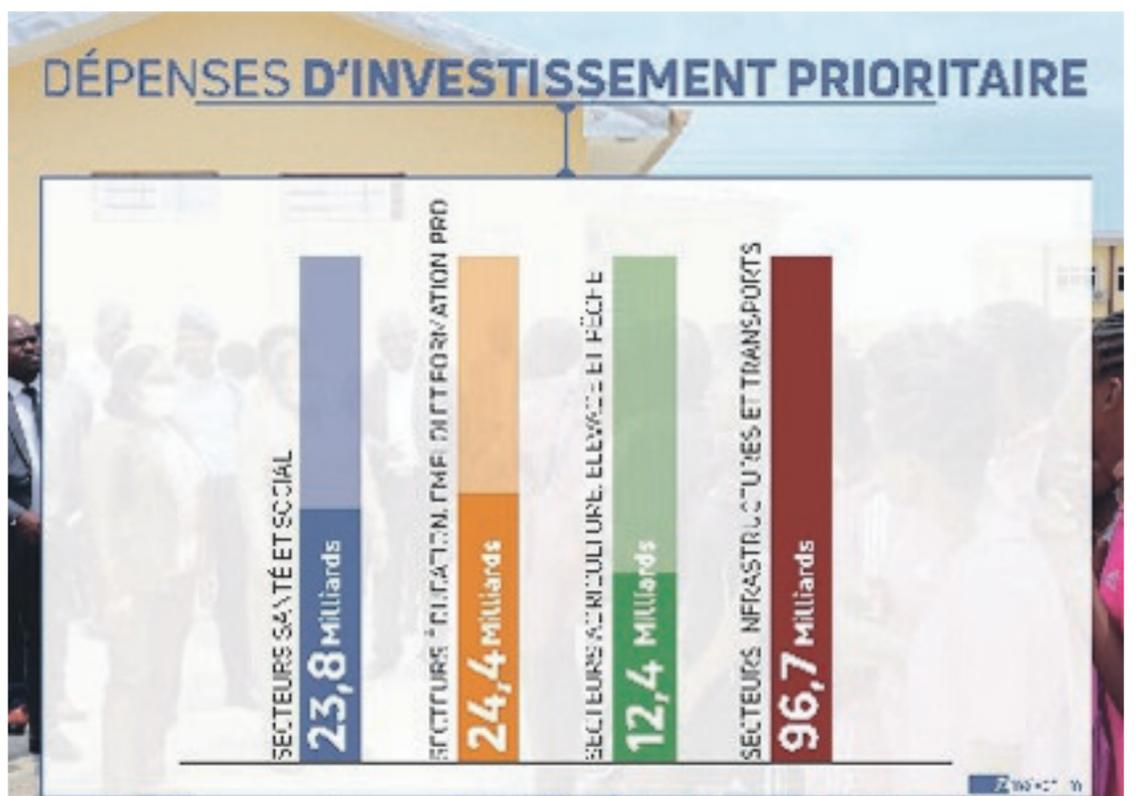
alimentaires et d'autres biens de grande consommation crée le désarroi auprès de nos populations", dit ainsi, il ne reste plus au chef de l'équipe gouvernementale que d'appuyer sur le curseur pour que les lignes bougent et surtout que les Gabonais le ressentent dans leur vie de tous les jours. D'aucuns se demandent si en sept mois, il sera possible pour lui de tenir sa feuille de route. Pour qui connaît l'homme Bilie-By-Nze dont l'expérience démontre à suffisance qu'il est un pragmatique, sait que son discours s'est toujours souvent traduit en actes dans ses précédentes fonctions ministérielles.

Hormis la parafiscalité et la suppression des prélèvements non prévus par la loi des finances, l'épineuse question sur le coût de la vie devrait, comme il a promis, donné lieu à des assises en mars prochain. Sont attendus les professionnels du secteur, l'administration publique, les collectivités locales, la grande distribution, les revendeurs, les syndicats de commerçants et les associations de consommateurs. "Un examen minutieux de la structure des prix devra être opéré à l'issue duquel le gouvernement fixera les marges bénéficiaires acceptables", a-t-il souligné.

C'est vrai l'immensité des charges est connue. Toutefois, non pas qu'il devra embrasser tous les chantiers en même temps. L'ordre des priorités, entre ce qui est dit et ce qui ne l'est pas, est dicté par l'urgence sociale. Et comme il a déclaré : "C'est le terrain qui dirige la manœuvre". Le choix porté sur sa personne correspond à la volonté du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, d'aller vite dans l'obligation de répondre dans les délais courts aux problèmes des Gabonais. Du moins, pas tous. Mais pour l'essentiel, cette course contre la montre devra tenir son rang.



Le Premier ministre, Alain Claude Bilie-By-Nze, déjà à pied œuvre depuis la semaine dernière.



convaincre ? Œuvrer à la cohésion gouvernementale !



Photo: DR

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

L'UNE des difficultés qui se posera certainement au nouveau locataire de l'immeuble du 2-Décembre, Alain-Claude Bilie-By-Nze, sera d'insuffler une dynamique d'ensemble. Bon nombre de ses successeurs se sont toujours plaints d'avoir dans leurs gouvernements respectifs des "super ministres". Lesquels, au nom de leurs différents rapports avec le Palais bu bord de mer et leurs nombreuses officines, ont très souvent surpassé le chef du gouvernement. Il n'y a pas l'ombre d'un doute que de tels agissements fra-

gilisent l'autorité du "patron de l'Administration". L'actuel chef du gouvernement devra tenir compte de cette réalité. Dans ce registre, Alain-Claude Bilie-By-Nze devrait tirer son épingle du jeu. L'homme étant connu et reconnu pour avoir un caractère bien trempé, mais surtout présenté comme une personnalité sachant encaisser des coups. L'affirmation de son autorité de chef du gouvernement ne saurait donc, au regard de ce qui précède, poser véritablement problème. En revanche, les douze chantiers prioritaires – énumérés lors de sa récente déclaration de politique générale – pourraient amener certains

membres de son équipe gouvernementale [notamment les ministres pas directement impliqués dans ledit programme de fin de mandat présidentiel] à effectuer le strict minimum. Alain-Claude Bilie-By-Nze devra également être très regardant à ce niveau. S'il est vrai que le programme est axé sur ses douze points prioritaires, il ne faut pas oublier que les autres chantiers entamés ne devront pas pour autant être abandonnés. Bien au contraire, les responsables des portefeuilles ministériels devront plus que jamais redoubler d'efforts pour mener à terme leurs chantiers, quoique non prioritaires.

L'inévitable équation des finances

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

EN des termes très clairs, le Premier ministre Alain-Claude Bilie-By-Nze a récemment décliné devant la Représentation nationale les principaux axes de son action. Laquelle devra tourner autour de 12 points dont la plupart ont une relation directe avec les préoccupations des populations. Toutefois, ce serait une erreur de croire que la clarté de l'exposé du chef du gouvernement et la confiance à lui accordée par les députés du PDG et ses alliés suffiront à elles seules pour que les différents engagements pris



Photo: DR

se traduisent en actes concrets sur le terrain. Surtout quand on sait que ses prédécesseurs à la Primature avaient reçu la même onction, mais que les résultats sur le terrain n'ont pas été ceux

escomptés. C'est là toute l'importance des interventions de certains élus de l'opposition parlementaire qui ont soulevé, à juste titre, l'équation des moyens financiers

qui devraient soutenir l'action du gouvernement. Puisque les précédentes équipes gouvernementales se sont souvent plaintes de l'indisponibilité des moyens financiers. Le budget de l'Etat, seul qui fonde la dépense publique, a été adopté en équilibre (ressources et charges) à 3 602,3 milliards F CFA. On peut se satisfaire de ce qu'il prend en compte les investissements dans les secteurs entre autres de la santé et le social (23,8 milliards) ; l'éducation et la formation professionnelle (24,4 milliards) ; l'agriculture, l'élevage et la pêche (12,4 milliards) ; les infrastructures et les transports (96,7 milliards).

Mais il s'agit-là des prévisions. Et l'expérience a montré que ces dernières années, l'exécution des budgets n'a pas été en mesure de garantir l'efficacité de la dépense publique. Nombre d'administrateurs de crédits ont déploré la complexité des procédures et les tensions de trésorerie ; sans compter le zèle de certains fonctionnaires. C'est donc dire qu'Alain-Claude Bilie-By-Nze et son gouvernement devront faire montre de tact et de "génie" pour éviter cet écueil qui a souvent plombé l'action des gouvernements précédents. Surtout que le temps ne joue pas en leur faveur.